

[Text]

cine et une autre le droit. A ce moment-là, on organise un système de bourse pour que nos jeunes puissent aller facilement d'une province à l'autre. C'est un exemple d'une solution, mais, cela prend énormément de changements aux règlements.

Le problème qui nous préoccupe encore plus, sénateur Corbin, est que nos jeunes ne poursuivent pas beaucoup leurs études secondaires, même en anglais. Personnellement, cela me préoccupe beaucoup. Je regarde des provinces comme l'Ontario (je n'ai pas les chiffres exacts devant moi) mais, au sein de la population anglophone, 6 p. 100 poursuivent des études postsecondaires. Chez nos francophones, le chiffre est d'environ 3.8 ou 4 p. 100, un tiers de moins.

Là est le problème. Il faut trouver des moyens afin que nos jeunes francophones, dès l'élémentaire et le secondaire, se perçoivent comme des gens qui poursuivront leurs études postsecondaires. Il faut que l'on développe cette attitude dans notre communauté. Cela nécessitera de l'encouragement de la part du système et de la communauté l'entourant.

A une période de notre évolution historique, il était très important, pour l'élite de poursuivre des études.

Aujourd'hui, ce n'est pas perçu comme important. La Fédération y travaille beaucoup afin d'encourager et motiver nos jeunes à poursuivre leurs études.

Il y a d'autres problèmes, encore plus complexes. Le point que l'on faisait, monsieur le président, est qu'il faut regarder cela dans une situation globale, le plus souvent possible. On ne peut pas seulement examiner l'éducation parce que l'éducation est rattachée à l'économie. J'étais au Nouveau-Brunswick, votre province, il y a quelques semaines. A un moment, un chef provincial disait que 50 p. 100 des jeunes graduant au niveau postsecondaire au Nouveau-Brunswick vont ailleurs pour travailler parce qu'il n'y a pas de possibilités d'emploi chez-eux.

On sait ce que cela fait particulièrement aux francophones, dans le nord-est. Alors, il faut travailler dans le domaine de l'éducation, conjointement avec l'économie. A ce niveau, l'on a beaucoup de misère à impliquer les instances gouvernementales. Lorsque l'on rencontre les gens du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, on parle d'emploi. C'est aussi simple que cela.

La même chose se produit lors des rencontres avec les gens des ministères de l'Éducation provinciaux. Je veux retourner en arrière, pour vous expliquer pourquoi l'on verrait un ministre à la Jeunesse. On espère que ça serait des individus qui auraient une forte voix politique. Ils auraient, comme seule pensée, la vision globale du développement de la jeunesse.

Si l'on regarde l'emploi, l'immigration, la Loi des jeunes contrevenants, l'on voit régulièrement dans les journaux, beaucoup de problèmes. En examinant le CRTC et le poste de Télé-Jeunesse, l'on pourrait développer un contenu touchant tous les aspects de la vie des jeunes.

Je prends longtemps pour vous répondre mais, je pense que cela vous indique comment l'on abordera le problème que vous soulevez.

Le sénateur Corbin: Je vous remercie.

Senator Marsden: Mr. Chairman, I would like to follow up on this exchange to raise a question concerning the relations-

[Traduction]

a law school. Then a system of loans and bursaries would have to be set up so that young francophones could easily get from one province to another. That's an example of a solution, but it would require major changes in the regulations.

A problem that worries us even more, Senator Corbin, is that not many of our young people are going on to postsecondary education at all, even in English. Personally that troubles me a great deal. I look at provinces like Ontario—I don't have the exact figures in front of me, but among anglophones 6 per cent go on to postsecondary studies, whereas among francophones the percentage is 3.8 or 4 per cent, a third lower.

There's the problem. We have to find ways of making our young francophones, while still at elementary or secondary school, see themselves as people who go on to higher education. This attitude has to be fostered in the community. It will need encouragement on the part of the system and the surrounding community.

At one time in our historical evolution, it was very important for the elite to attend university.

Nowadays, this is no longer seen as important. The Fédération is working to encourage and motivate our youngsters to pursue their studies.

There are other, even more complex, problems. The point we were making, Mr. Chairman, was that as much as possible this has to be seen in an overall perspective. We can't just look at education in isolation, because education is connected to the economy. I was in your province, New Brunswick, a few weeks ago. At that time, a senior provincial official said that 50 per cent of young postsecondary graduates in New Brunswick leave the province in search of work, because there is nothing for them at home.

This is known to be particularly true of the francophones in the north-east. So when we work on education, we have to work on the economy at the same time. This is something it is very difficult to get governments to do. At meetings with the people from Employment and Immigration, for example, they discuss employment. That's all.

The same thing happens at meetings with people from the provincial ministries of education. I would like to backtrack and explain why we suggested a Department of Youth. We hope it would be made up of people with a strong political voice. Their eyes would be fixed on an overall vision of youth development.

If we take employment, immigration, the Young Offenders Act, we see all sorts of problems cropping up regularly in the press. By examining the CRTC and the idea of a youth network, information might be presented that instead would touch on all aspects of the life young people.

This has been a long answer, but I think it has indicated to you how we approach the problem you raised.

Senator Corbin: Thank you.

Le sénateur Marsden: Monsieur le président, j'aimerais poursuivre cet échange et poser une question concernant les